

DÉCLARATIONS DE MANUEL VALLS SUR L'ÉTAT D'URGENCE : LA TENTATION DU PIRE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 23 JANVIER 2016

Manuel Valls vient de déclarer, à l'occasion d'une interview accordée à la BBC, concernant la reconduction de l'état d'urgence en France « *Tant que la menace existe, nous devons employer tous les moyens dont nous disposons dans notre démocratie, dans le cadre de l'état de droit, pour protéger les Français* ». Il semble également ressortir de ses propos qu'il souhaite maintenir cet état d'exception « *jusqu'à ce qu'on en finisse avec Daesh* ».

Ainsi, si on tire les conséquences des propos du Premier ministre, les craintes des citoyennes et des citoyens et des organisations de la société civile mobilisés contre le maintien de l'état d'urgence sont confirmées. Le gouvernement et son Premier ministre semblent s'engager dans la volonté de faire vivre notre pays dans un état d'exception en s'accordant des pouvoirs considérables en dehors de tout contrôle du juge judiciaire. Ne nous y trompons pas, renvoyer le retour au fonctionnement normalement démocratique de notre société à une hypothétique victoire aux contours incertains contre le terrorisme international, c'est prendre le chemin de l'arbitraire et de l'atteinte aux droits fondamentaux.

La LDH s'insurge contre de telles perspectives qui semblent se préciser dans les discours de nos gouvernants et s'engagera toujours plus résolument pour un retour au plein exercice de nos droits et de nos libertés. C'est le message qu'elle portera, avec plus d'une centaine d'autres organisations, lors des nombreuses manifestations qui se dérouleront un peu partout en France le samedi 30 janvier.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898

